

Le transport maritime en plein essor

Page 24

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 3922 - Dimanche 17 juillet 2016 - Prix : 10 DA

Plages d'Alger

Accès «gratuit»... à 500 DA

Page 4

Le FFS face à la «grave crise multidimensionnelle» du pays

«Le consensus national pour éviter le chaos»

Page 3

Un putsch pour contrer un coup d'Etat constitutionnel

Par Mohamed Habili

Il est bien évident que tout ce qu'il est possible de dire sur la tentative de coup d'Etat en Turquie peut être démenti par la suite des événements, tant les informations disponibles sont incertaines et souvent contradictoires. A première vue cependant il semble bien que la tentative ait tourné court, ainsi qu'en témoignent le fait même que Tayip Erdogan a pu rejoindre Istanbul, ainsi que les arrestations se comptant par centaines opérées dans les rangs des soldats impliqués dans le soulèvement. Mais on ne peut exclure pour le moment que le putsch ne soit qu'à ses débuts, et que les projecteurs ne soient braqués que sur ce qui se passe dans la capitale, où effectivement les forces loyalistes ont repris en main la situation. Confusion et incertitude en tout cas sont les maîtres mots où que l'on se tourne pour en apprendre davantage, y compris dans les médias turcs, pourtant aux premières loges. Une certitude toutefois : les autorités n'ont rien vu venir, ce qui déjà en dit long sur la fragilité de leurs positions. Le président turc aurait-il demandé à ses partisans de descendre dans les rues pour lui apporter leur soutien, en fait pour s'opposer à l'avancée des forces putschistes, si le coup d'Etat avait déjà avorté ? C'est un appel au calme qu'il aurait lancé si tel avait été le cas. Autre indice que la situation est susceptible de rebondissements : l'attribution même de la responsabilité du putsch aux partisans de Fethullah Gülen, un clerc exilé aux Etats-Unis depuis des années, et dont le démenti ne s'est pas fait attendre.

Suite en page 3

Bilan du putsch contre Erdogan : 265 morts

Coup d'Etat avorté en Turquie



L'espace d'une nuit, la population turque et les autorités se sont retrouvées plongées à l'époque la plus noire de leur proche passé, quand l'armée, pilier du système unitaire, autoritaire et laïque instauré par Atatürk dans les années vingt, n'hésitait pas à interférer dans la vie politique par des coups d'Etat violents.

Page 2

Après avoir été vaccinés dans une clinique privée

Enquête du ministère de la Santé sur le décès de deux nourrissons

Page 4

Dix ans après sa disparition

El Hachemi Guerouabi nous laisse un grand patrimoine

Page 13

Bilan du putsch contre Erdogan : 265 morts

Coup d'Etat avorté en Turquie

■ L'espace d'une nuit, la population turque et les autorités se sont retrouvées plongées à l'époque la plus noire de leur proche passé, quand l'armée, pilier du système unitaire, autoritaire et laïque instauré par Atatürk dans les années vingt, n'hésitait pas à interférer dans la vie politique par des coups d'Etat violents.

Par Meriem Benchaouia

Dans la nuit de vendredi à samedi, la Turquie a été secouée par une sanglante tentative de coup d'Etat menée par des militaires rebelles contre le président turc Recep Tayyip Erdogan, qui a exhorté la foule à rester dans les rues pour faire face à une éventuelle «nouvelle flambée». Le bilan fait état de 265 morts, sans compter les putschistes. Les forces de sécurité turques ont arrêté 1 563 militaires au terme des affrontements, a indiqué un responsable turc. La tentative de coup d'Etat en Turquie est un échec. Ankara a répondu par le biais d'une violente riposte. Le Premier ministre Yildirim a en effet ordonné à l'armée d'abattre les avions et les hélicoptères se trouvant aux mains des putschistes. Il a annoncé avoir nommé un nouveau chef de l'armée par intérim. Au moins 161 personnes, dont de nombreux civils, ont été tuées dans les affrontements, et plusieurs centaines de militaires ont été arrêtés. Parmi eux, cinq généraux et 29 colonels ont été démis de leurs fonctions sur ordre du ministre de l'Intérieur Efkan Ala. Des affrontements, avec avions de chasse et chars, ont donné lieu à des scènes de violences inédites à Ankara et Istanbul depuis des décennies, après que des militaires mutins ont fait état vers minuit vendredi (heures locales) de la proclamation de la loi martiale et d'un couvre-feu sur l'ensemble du territoire national. Ces violences ont opposé les rebelles aux forces régulières turques ainsi qu'à des dizaines de milliers de personnes descendues dans les rues du pays à l'appel du président Recep Tayyip Erdogan, qui a dénoncé une «trahison». Rentré tôt hier à l'aéroport d'Istanbul devant une foule de sympathisants, le président turc a lancé : «Il y a en Turquie un gouvernement et un président élus par le peuple» et «si Dieu le veut, nous allons surmonter cette épreuve». «Ceux qui sont descendus avec des chars seront capturés», a-t-il renchéri, déclarant que l'hôtel où il se trouvait en vacances à Marmaris – station balnéaire du sud-ouest du pays – avait été bombardé après son départ. A Ankara, un avion avait largué tôt samedi une bombe près du palais présidentiel, aux abords duquel des avions de chasse F-16 ont bombardé des chars de rebelles, selon la présidence. De nombreux hauts responsables militaires s'étaient désolidarisés publiquement dans la nuit des putschistes, dénonçant «un acte illégal» et appelant les rebelles à regagner leurs casernes. M. Erdogan et son chef de gouvernement, Binali Yildirim, accusent le prédicateur exilé aux Etats-Unis, Fethullah Gülen, d'être derrière cette initiative san-



glante. M. Gülen, qui rejette ces accusations, a condamné «dans les termes les plus forts» la tentative de putsch.

La situation sous contrôle

Le Premier ministre turc, Binali Yildirim, a assuré dans la matinée d'hier que la situation était «entièrement sous contrôle». «Ces lâches écoperont de la peine qu'il méritent», a martelé le Chef du gouvernement. Le chef de l'armée turque par intérim, le général Umit Dündar, avait annoncé plus tôt que la tentative de putsch militaire avait été mise en échec, précisant que les autorités avaient repris le contrôle du Parlement, qui s'est réuni hier en session extraordinaire. Et, plus de 200 soldats putschistes, qui étaient retranchés à l'état-major à Ankara, se sont rendus. Selon un responsable, les forces spéciales avaient commencé à sécuriser le bâtiment. Les autorités à Istanbul tentaient de normaliser la situation, en rouvrant la circulation des différents ponts

sur le Bosphore. L'aéroport international Atatürk – qui avait été fermé par les putschistes – reprenait graduellement ses activités. Néanmoins, le chef d'Etat turc a demandé aux Turcs de rester dans les rues. «Nous devons continuer à être maîtres des rues (...) car une nouvelle flambée est toujours possible», a-t-il déclaré dans un message sur Twitter. Depuis l'arrivée au pouvoir de M. Erdogan, la hiérarchie militaire a été purgée à plusieurs reprises. L'armée de ce pays qui compte 80 millions d'habitants, a déjà mené trois coups d'Etat (1960, 1971, 1980) et forcé un gouvernement à quitter sans effusion de sang le pouvoir en 1997.

Vives condamnations internationales

En effet, la tentative de coup d'Etat militaire contre le président turc Recep Tayeb Erdogan a suscité de vives inquiétudes de la communauté internationale, qui a condamné la démarche et appelé au respect de la

Constitution et de l'ordre démocratique. Le président des Etats-Unis, Barack Obama, a exhorté toutes les parties en Turquie à soutenir le gouvernement turc «démocratiquement élu» du président Recep Tayyip Erdogan, selon un communiqué de la Maison-Blanche. M. Obama a aussi appelé à «faire preuve de retenue et éviter violence ou bain de sang» en Turquie. Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a demandé un retour rapide et pacifique du pouvoir civil en Turquie. «Les interférences des militaires dans les affaires de n'importe quel Etat sont inacceptables», a déclaré M. Ban dans un communiqué. «Il est crucial de réinstaurer le pouvoir civil et l'ordre constitutionnel rapidement et pacifiquement en accord avec les principes de la démocratie», a-t-il ajouté. L'Union européenne a appelé elle aussi à un «retour rapide à l'ordre constitutionnel en Turquie», dans un communiqué commun du président du Conseil, Donald Tusk, de la Commission européenne Jean-

Claude Juncker et de la chef de la diplomatie européenne. La Russie, pour sa part, s'est dite «extrêmement inquiète» de la situation, selon le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, précisant que le président Vladimir Poutine était «tenu constamment informé». En visite à Moscou, le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, a dit espérer la paix, la stabilité et la «continuité» du pouvoir en Turquie, tandis que son homologue russe Sergueï Lavrov a appelé les Turcs à «éviter tout affrontement meurtrier» et demandé à ce que les problèmes de la Turquie soient «résolus dans le respect de la Constitution». La France a également demandé d'«éviter toute violence» et de «respecter l'ordre démocratique» en Turquie. En Iran, également limitrophe de la Turquie, le chef de la diplomatie iranienne, Mohammad Javad Zarif, a fait part de la «grande inquiétude» de son pays, a rapporté le site du gouvernement iranien. «Nous exprimons notre grande inquiétude devant les événements qui sont en train de se produire en Turquie». Le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, a appelé de son côté au «calme» et au «respect total des institutions démocratiques en Turquie», «allié estimé» de l'alliance militaire saluant «le fort soutien montré par le peuple et tous les partis politiques à la démocratie et au gouvernement démocratiquement élu de Turquie». Le Qatar et le Pakistan ont condamné fermement cette tentative de putsch et réaffirmé leur solidarité et soutien avec la Turquie.

Pas de victimes algériennes, affirme le ministère des Affaires étrangères

AUCUN citoyen algérien ne figure parmi les victimes des événements qui secouent la Turquie, a indiqué hier le porte-parole du ministère des Affaires étrangères. Dans une déclaration, Abdelaziz Benali Cherif a affirmé qu'«aucun citoyen algérien résident ou en visite en Turquie ne compte parmi les victimes des événements qui secouent la Turquie depuis hier (vendredi) suite à la tentative de coup d'Etat». «Nos services diplomatiques et consulaires à Ankara et à Istanbul suivent de près les développements de la situation et travaillent en collaboration avec la représentation d'Air Algérie

pour le rapatriement, si c'est possible, dès aujourd'hui (samedi) des voyageurs algériens restés bloqués du fait de la fermeture de l'aéroport Atatürk d'Istanbul», a-t-il assuré. Le porte-parole a indiqué, en outre, que le ministère des Affaires étrangères, «compte tenu de la persistance de la tension notamment dans les villes d'Istanbul et d'Ankara, conseille aux Algériens se trouvant en Turquie de rester au niveau de leurs lieux de résidence, d'éviter de se mêler à la foule et de limiter leurs déplacements sauf en cas de nécessité absolue».

R. N.

M. B./Agences

—Bedoui appelle les walis à rentabiliser les investissements de l'État—

«On travaille à diminuer les écarts entre le Nord et le Sud»

■ Réunis hier au siège la wilaya de Ouargla, les responsables locaux du Sud, après ceux de l'Est et de l'Ouest, sont appelés à rentabiliser les différents investissements initiés par l'État, selon les lois économiques.

Par Nacera Chennafi

«**N**otre stratégie locale doit être créatrice de richesses et de plus-value et génératrice d'emplois», dira le ministre de l'Intérieur, Nourredine Bedoui, devant les walis et walis délégués du Sud, réunis hier à Ouargla. Il a insisté sur la mise à niveau des loyers et concessions des biens des collectivités locales, en les alignant sur les estimations réelles du marché local. Dans ce cadre, il a annoncé qu'un recensement des biens des collectivités locales sera effectué avec une tarification de chacun de ces biens.

En outre, le ministre a appelé les walis et les walis délégués à innover dans leurs propositions, trouver des solutions pour un développement durable et répondre aux spécificités du Grand Sud. A ce propos, il a affirmé que le gouvernement travaille pour diminuer les écarts entre les wilayas du Nord et celles du Sud, affirmant que l'Etat continuera son soutien aux collectivités locales dans le Sud.

Il a invité les responsables à utiliser les énergies renouvelables, non seulement dans l'usage d'électricité mais aussi répondre aux besoins économiques pour le développement local et intensifier la coordination, dans ce cadre, avec les universités et les centres de recherche.

Il a également appelé à une orientation stratégique des investissements publics en agriculture et les travaux publics, de manière à permettre le développement des régions frontalières et sa construction rapidement, trouver de l'eau dans des passages stratégiques connus par les citoyens et réaliser des routes.

A ce propos, il a insisté sur l'exploitation économique des ressources minières, la localisation des investissements effi-



PH/DR

caces dans ce domaine et la coordination avec les secteurs concernés afin de pouvoir concrétiser les différents projets programmés.

Par ailleurs, il a appelé à la lutte contre la désertification dans toutes les zones et encourager les habitants à la stabilité et éviter l'immigration de ces lieux stratégiques, affirmant que les autorités publiques ambitionnent de leur donner leur place dans les collectivités locales.

Cette réunion, abritée par la wilaya de Ouargla, à regrouper les wilayas du Sud, dont, Biskra, El Oued, Béchar, Illizi, Tamerasset, Tindouf, Adrar, Laghouat et Ghardaïa, en plus des wilayas déléguées et des SG de plusieurs départements ministériels, à savoir les Finances, le Commerce, les Transports, l'Énergie et les Mines, l'Agriculture, les Ressources en eau, les Travaux publics et l'Habitat. Il s'agit de la troisième des waliyas après

celles de l'Est et de l'Ouest et certaines institutions et organismes nationaux (Domaines, impôts, Ansej et autres).

Il faut dire qu'après les directives et le relèvement des dysfonctionnements dans la gestion des affaires locales, nombre de walis sont sous haute pression. Certains ont même reporté leur congé en cette période d'été.

Les walis sont tenus de corriger les lacunes relevées par le ministre de l'Intérieur lors des trois réunions qu'il a présidées avec eux, en attendant la réunion gouvernement-walis en août prochain, à la veille de la rentrée sociale.

Les walis sont tenus de préparer des rapports détaillés sur la gestion des affaires de leur wilaya en particulier, la répartition des dépenses en cette conjoncture de crise financière, le suivi des différents projets, les retards et ce qu'il en est de la finance locale, car désormais ils doivent chercher de nouvelles

ressources à côté du budget de l'État. «Le wali est le premier responsable de l'exécution de la nouvelle stratégie», a insisté le ministre lors d'une rencontre avec les 14 walis de l'Est.

Le ministre de l'Intérieur avait relevé de graves dysfonctionnements. Il a notamment déploré l'existence de centaines de marchés réalisés sur fonds de l'Etat et non exploités depuis 2000 lors de sa rencontre avec les walis de l'Est. A ce propos, M. Bedoui a ordonné aux walis d'être «pragmatiques» afin de rentabiliser ces biens en mettant en avant le procédé de partenariat public-privé. Les communes sont également appelés à une meilleure gestion financière. Il est à noter que ces rencontres s'inscrivent dans le cadre de l'organisation la conférence nationale des walis en août prochain. D'autres sources affirment qu'un mouvement dans le corps des walis se prépare.

N. C.

LA QUESTION DU JOUR

Un putsch pour contrer un coup d'Etat constitutionnel

suite de la page Une

Gülen a des partisans dans bien des milieux de la société turque, mais probablement pas dans l'armée, qui a toujours soigneusement veillé à ne pas se laisser noyauter par le courant islamiste toutes tendances confondues. Deuxième affirmation peu crédible avancée par le président turc dès sa réapparition : le coup d'Etat serait le fait d'une minorité de militaires. En réalité, on ne conçoit pas que dans une armée aussi puissamment organisée que l'armée turque une minorité prenne l'initiative de se soumettre le pays et ses institutions tout en sachant la réaction qu'elle déclencherait aussitôt à son encontre de la part du gros des forces restées loyalistes. Un putsch dans un pays comme la Turquie n'a pas de chance d'aboutir que s'il englobe des troupes diverses et nombreuses. Même ainsi, certes, il peut échouer, mais il se ramènerait à un acte suicidaire en dehors de ce cas. Qu'au bout du compte la tentative en cours en vienne à échouer n'impliquera pas que dans son essence même elle n'était pas de nature à réussir. Il restera vrai même alors qu'elle n'aurait pu avoir lieu si les forces armées n'étaient pas divisées sur la politique menée par le pouvoir en place depuis maintenant plusieurs années, et en particulier par rapport à la volonté d'Erdogan de changer la nature du régime, de le transformer de régime parlementaire en régime présidentiel, ce qui du point de vue de larges franges de l'opinion turque est en soi un coup d'Etat. Aussi la tentative actuelle peut-elle passer pour une action préventive en direction d'un coup d'Etat constitutionnel, tout près quant à lui d'être accompli par le parti au pouvoir. Une bonne moitié du peuple turc, peut-être même une majorité, ne voulait pas de ce changement qu'elle estimait abusif, et était sans doute disposée à tout entreprendre pour le faire capoter. C'est sans doute dans ce contexte qu'il convient de placer le coup d'Etat en cours.

M. H.

Le FFS face à la «grave crise multidimensionnelle» du pays «Le consensus national pour éviter le chaos»

Le premier secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), Abdelmalek Bouchafa, a réitéré hier, l'attachement de son parti au projet de construction d'un consensus national impliquant tous les Algériens sans exclusive ni encore aucune marginalisation qui constitue à ses yeux l'unique solution à la crise grave que traverse le pays. Pour lui, c'est le combat que ses militants devraient mener quotidiennement aux côtés des citoyens afin d'aboutir à cette voie du consen-

sus qui permettra aux Algériennes et Algériens de définir l'avenir de leur pays dans l'unité et la stabilité. Le responsable du FFS, qui présidait les travaux de la réunion du conseil de la fédération de Tizi Ouzou, n'a pas manqué l'occasion pour aborder la situation du pays en la qualifiant de très critique eu égard au contexte social, économique et politique qui y prévaut marqué par le recul dans les libertés. Il a, à ce propos, soutenu que les lois récemment adoptées par l'Assemblée populaire

nationale (APN) à la faveur de la majorité des parlementaires issus des partis au pouvoir viseraient une succession au sein du régime assurant la continuité du système en place sans manquer de dénoncer la rapidité de leur adoption. Attendu sur les questions liées à la situation au plan local, Abdelmalek Bouchafa a lié l'avenir de la Kabylie à celui de l'Algérie dans les deux sens en appelant les populations à ne pas céder à ce qu'il qualifie de provocation et de répression qui viserait à installer le pourrisse-

ment qui ne servira que l'intérêt de certaines parties à la recherche d'un repositionnement sur le plan politique. Le premier secrétaire national précise que les problèmes que vivent les jeunes en Kabylie sont identiques à ceux vécus par leurs concitoyens de toutes les régions du pays réitérant ainsi son appel à déjouer les tentatives de les entraîner dans cette guerre d'intérêts qui ne travaillent guère ceux des l'Algérie. Dans le même sillage, il a rappelé que son parti reste attaché à l'unité

nationale et la souveraineté nationale, principes fondateurs de l'Algérie durant la révolution pour son indépendance pour lesquels de valeureux martyrs se sont sacrifiés. Le premier secrétaire national du FFS a appelé, à la fin de son intervention, ses militants à accompagner le citoyen dans son combat pour l'Algérie du droit et de la démocratie au détriment de la dictature, de la censure et de toutes les autres atteintes à la pratique démocratique dans notre pays.

Hamid Messir

Plages d'Alger

Accès «gratuit»... à 500 DA

■ L'accès aux plages algéroises est gratuit, mais pour entretenir les équipements les estivants doivent verser un prix «symbolique» de 500 DA afin de pouvoir «se désaltérer dans le confort des chaises, tables et parasols durant toute la journée».

Par Halima C.

L'accès aux 72 plages autorisées à la baignade du Grand Alger est gratuit aux estivants qui peuvent aussi avoir droit aux équipements nécessaires à des prix symboliques, a indiqué, hier, le directeur de l'Administration, du contrôle de la gestion et de l'informatique à la wilaya d'Alger, Abderrahmane Boussoualim.

«L'accès aux plages algéroises est gratuit mais pour entretenir les équipements, les estivants doivent verser un prix symbolique de 500 DA afin de pouvoir se désaltérer dans le confort des chaises, tables et parasols durant toute la journée», a assuré M. Boussoualim dans une déclaration à l'APS.

«Ces plages autorisées à la baignade sont dotées de tous les équipements nécessaires, tels les postes de sûreté, parkings, vestiaires et douches en plus d'un nombre important d'agents de sécurité et de maîtres nageurs», a-t-il ajouté.

Porteur d'un message au Président Bouteflika Sellal reçoit l'envoyé spécial du roi Mohammed VI

LE PREMIER ministre, Abdelmalek Sellal, a reçu vendredi à Alger l'envoyé spécial du roi du Maroc Mohammed VI, porteur d'un message du souverain marocain au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, indique un communiqué des services du Premier ministre. L'audience accordée par le Premier ministre à Nacer Bourita, ministre délégué aux Affaires étrangères, a porté également sur «les relations bilatérales, tout comme elle a permis un échange de vues sur les défis auxquels sont confrontés l'Afrique et le monde arabe», précise la même source.

«L'accent a été particulièrement mis sur la sécurité régionale, notamment la lutte contre le terrorisme et le crime transnational organisé, les questions liées à la migration et la problématique du développement», souligne le communiqué.

Ont assisté à l'audience, côté algérien, le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdolkader Messahel, et le Conseiller auprès du président de la République, chargé de la coordination des services de sécurité, Athmane Tartag, et, côté marocain, le directeur général des Etudes et de la Documentation, Yacine El Mansouri, et l'ambassadeur du Maroc en Algérie, Abdallah Belkeziz. R. I.

Il a assuré, dans le même cadre, que 2 200 agents saisonniers ont été recrutés par la wilaya d'Alger pour la saison estivale 2016 afin de veiller au confort des estivants.

«Ces agents chargés de l'entretien des équipements de la plage (parasol, chaises, tables, etc.) ou de la sécurité des estivants, sont déployés dans les 72 plages autorisées à la baignade dans le Grand Alger», a-t-il dit.

Le directeur du tourisme de la wilaya d'Alger, Salah Benakmoum, a estimé, pour sa part, que les 72 plages du Grand Alger devront accueillir durant la saison estivale 2016 environ six millions d'estivants.

«Cette année, les plages vont attirer beaucoup d'estivants, soit approximativement un peu plus de six millions, un chiffre déjà atteint l'année dernière alors qu'ils étaient plus de 4 millions en 2014», a indiqué M. Benakmoum.

Pour ce qui est des parkings, le directeur général de l'Etablissement de gestion de la circulation et des transports urbains de la wilaya d'Alger, Ali Saidani, a assuré que 14 parkings d'une capacité de 9 000 véhicules ont été aménagés au niveau des plages de la wilaya d'Alger autorisées à la baignade.

S'agissant de la propreté des plages, le directeur de l'Agence urbaine pour la promotion et la protection du littoral algérois (PPL), Youcef Saadi, a indiqué que la wilaya d'Alger «veille au quotidien» au nettoyage des plages, et contrôle chaque jour



«la qualité» de l'eau de mer et des piscines.

«En plus du nettoyage quotidien des plages, la PPL dénoncera dans des rapports à la wilaya tous les dépassements qui interviennent au niveau des plages, notamment en ce qui concerne le non-respect de la gratuité d'accès aux plages», a assuré M. Saadi.

De son côté, le directeur général de l'Office des parcs de sports et loisirs d'Alger (OPLA), Reda Attab, a affirmé que l'office a été chargé par le wali d'Alger d'approvisionner les plages en

équipements nécessaires (tables, chaises, parasols, etc.) et de veiller à leur entretien, outre l'organisation d'activités artistiques au niveau de ces plages.

«800 agents saisonniers dont 300 sont spécialisés dans la sécurité ont été déployés dans les 14 plages gérées par l'OPLA afin de veiller au confort des estivants», a-t-il tenu à préciser, signalant que les autres plages sont gérées par la régie foncière, EPIC de la wilaya d'Alger.

Pour sa part, le directeur général de l'Entreprise de d'aménagement, de gestion et d'entre-

tien de l'immobilier urbain de la wilaya d'Alger, Nabil Haddad, a indiqué que son entreprise a mis en place des postes de contrôle au profit des éléments de la Protection civile et de la Gendarmerie nationale pour garantir la sécurité au niveau des plages.

«En plus de la mise en place de ces postes de contrôle, l'entreprise a mis aussi en place des vestiaires, des douches et des cabines au profit des estivants qui peuvent s'en servir gratuitement», a-t-il assuré.

H. C./APS

Après avoir été vaccinés dans une clinique privée

Enquête du ministère de la Santé sur le décès de deux nourrissons

Le ministère de la Santé a décidé d'ouvrir une enquête suite au décès de deux nourrissons dans une clinique privée à Rouiba (banlieue d'Alger). La mort de ces nourrissons est survenue juste après avoir été vaccinés au Pentavalent, a-t-on appris vendredi dernier auprès de ce ministère. C'est dans le cadre du dispositif de surveillance de la vaccination de routine, appliqué récemment par la tutelle, que le décès de ces deux nourrissons âgés de deux mois a donc été enregistré dans une clinique privée à Rouiba. D'après la même source, il a été précisé, que cinq autres nourrissons ayant reçu une dose du même flacon de vaccination n'ont toutefois manifesté aucun signe indésirable. Un premier constat dégagé par le ministère de la Santé, qui, affirmant avoir immédiatement dépêché une équipe d'experts sur les lieux afin de mener les investigations épidémiologiques nécessaires, a effectivement confirmé que les premiers résultats font ressortir que les deux cas de décès n'ont, en fin de compte, aucun lien avec le vaccin. Néanmoins, pour s'enquérir d'une manière précise de la cause réelle de leur décès, une autopsie a été ordonnée à l'effet de déterminer les circonstances exactes ayant entraîné ces deux décès. Les conclusions de celle-ci seront ultérieurement rendues publiques, a ajouté le ministère. Pour le moment, une première

preuve déjà, pour la tutelle, qu'il n'y a pas de rapport direct entre le vaccin pour bébé, utilisé depuis un certain temps maintenant en Algérie, et la cause de leur décès. A plus forte raison que le Pentavalent, vaccin destiné aux nourrissons et utilisé chez nous, toujours selon la même source, reste qualifié et homologué par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Par ailleurs, pour ce qui est de la décision de la tutelle de l'ouverture immédiate d'une enquête rendant compte du décès des deux nourrissons, chose qui ne se faisait pas auparavant à moins que le nombre de décès soit effarant, l'initiative répond aux nouvelles mesures prises par le gouvernement afin de mettre fin à l'anarchie et négligence sévissant dans le secteur privé. A ce propos, d'ailleurs, il est à rappeler qu'après le rapport accablant de l'inspection du ministère de la Santé qui, dernièrement, a fait état de nombreuses lacunes et dépassements en matière de gestion et de service dans les cliniques privées, ces dernières n'ont pas manqué d'être dans le collimateur du département de la santé. Suite à quoi celui-ci a accentué sa volonté de remédier au problème, et ce, une bonne fois pour toutes. Pour cela, des décisions de renforcer les contrôles ont été prises dans l'immédiat et d'autres attendront encore la nouvelle réglementation. L'anarchie constatée dans

ce secteur nécessite une réflexion profonde et une réglementation rigoureuse, selon l'affirmation d'une inspectrice au ministère de la Santé. Une série de réformes visant à réguler l'activité des cliniques privées sera prise prochainement afin de réguler leur activité. Pour Abdelmalek Boudiaf, ministre de la Santé, par rapport à ses nombreuses déclarations sur le sujet, cette phase s'inscrit précisément dans le cadre de la refonte directe de la nouvelle carte sanitaire, celle visant non à marginaliser le secteur privé, mais plutôt de le normer de façon commune avec celui du public et sans plus. Sans oublier de souligner, aussi et à maintes reprises, du bon travail qu'accomplissent certains établissements privés. Comme quoi, il ne faut ne pas inclure tout le monde. Concernant le secteur public, à ce propos, lui aussi n'est pas totalement écarté du fait des efforts qui restent encore à fournir dans ce sens. En somme, il est important de signaler qu'au vu de l'enquête ouverte par le ministère de la Santé suite au décès des deux nourrissons survenu dans une clinique privée à Rouiba, outre le fait que l'établissement n'a été accusé de rien, compte tenu de l'enquête toujours en cours, la tutelle a juste fait preuve de sa détermination à appliquer avec grande rigueur et sérieux sa nouvelle stratégie sanitaire. Yacine Djadel

Tarif douanier

Rencontre de vulgarisation du nouveau système à 10 chiffres

■ Une rencontre de vulgarisation du nouveau système de tarif douanier à dix chiffres a été organisée à Constantine par la direction régionale des Douanes de l'Est au profit d'opérateurs économiques et représentants des chambres de commerce et d'industrie.

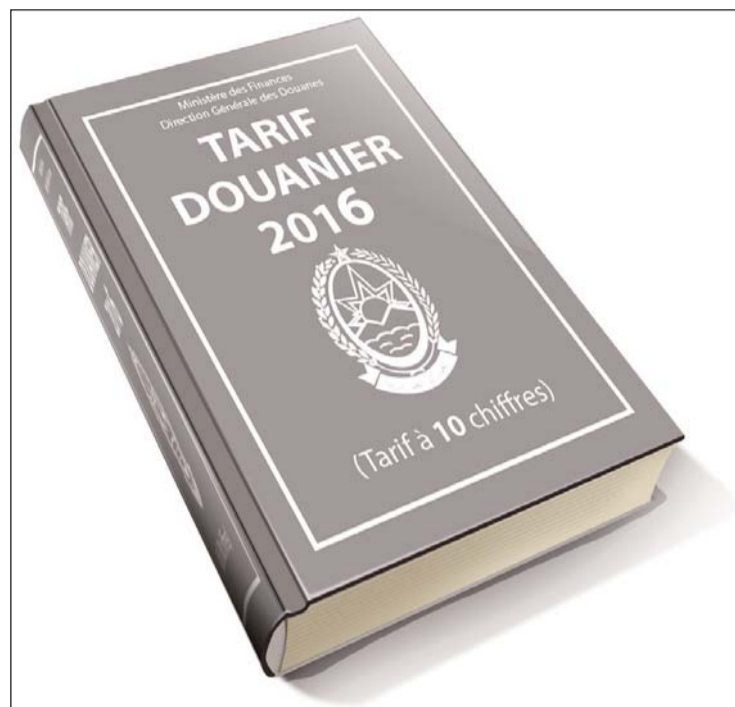
PH. > D. R.

Par Amel B.

Le nouveau système, qui entrera en vigueur le 17 juillet, comptera davantage de sous-positions tarifaires de sorte à inclure un plus grand nombre de marchandises grâce à sa codification avec 10 chiffres, a indiqué le directeur régional des douanes Tahar Khadraoui. Ce système permettra ainsi d'améliorer les mesures fiscales et d'évaluation ainsi que la collecte de données fiscales et l'encadrement de la politique commerciale nationale, a estimé ce cadre. Le nouveau tarif douanier permettra une meilleure identification des marchandises, notamment importées, leur nature et les droits

douaniers qui leur sont appliqués de sorte à mieux protéger l'économie nationale et établir un équilibre entre l'importation et l'exportation, a ajouté l'intervenant. L'actuel tarif douanier codé à 8 chiffres comprend 6 126 sous-positions tarifaires, alors que le nouveau codé à 10 chiffres inclura 15 946 sous-positions tarifaires, a ajouté M. Khadraoui qui a inscrit l'adoption du nouveau tarif douanier dans le cadre du plan stratégique des douanes 2016/2019 qui prévoit également la restructuration de l'administration douanière, la réévaluation de la gestion des

ressources humaines et des conditions socio-professionnelles des agents douaniers, le renforcement des moyens de contrôle et l'intensification des échanges d'information avec les institutions de l'Etat chargé du contrôle. Le président de l'association nationale des exportateurs algériens, Ali Bey Nasri, a salué l'évolution des procédures d'importation et d'exportation. Il a également estimé que le tarif douanier à 8 chiffres était devenu désuet, avant d'appeler les opérateurs économiques à opter résolument pour l'exportation pour consolider l'économie nationale. **A.B./APS**



Selon le ministère du Commerce

Le programme de permanence de l'Aïd respecté

La quasi totalité des commerçants réquisitionnés pour assurer un approvisionnement régulier en produits alimentaires et services de large consommation durant les deux jours de l'Aïd El Fitr ont respecté le programme de permanence, a indiqué samedi le ministère du Commerce. Ainsi, 99,81% des 33 276 commerçants mobilisés ont respecté la permanence durant les deux jours de l'Aïd, a précisé le ministère dans un communiqué. Il s'agit de 4 932 boulangers, de 20 167 commerçants activant dans l'alimentation générale et les fruits et légumes, de 7 711 opérateurs dans

des activités diverses. De même, 435 unités de production dont 127 laiteries, 270 minoteries et 38 unités d'eau minérale ont également été concernées par ce programme de permanence. En outre, 2 314 agents de contrôle ont été mobilisés à travers le territoire national pour assurer le suivi de la mise en œuvre du programme des permanences, devenues obligatoire depuis 2013. «Le ministère du Commerce enregistre avec satisfaction la contribution massive des commerçants dans l'exécution du programme des permanences durant cette période (...) ce qui a permis d'enregis-

trer une grande disponibilité des produits, notamment de large consommation», lit-on dans le communiqué. «Des sanctions seront prises à l'encontre des commerçants qui n'ont pas respecté leur obligation conformément à la législation en vigueur», a, d'autre part, prévenu le ministère. La loi 13-06 relative aux conditions d'exercice des activités commerciales prévoit la fermeture des locaux commerciaux pour une durée d'un mois assortie d'une amende allant de 30 000 à 200 000 DA contre les contrevenants. **Souad H.**

Suite à de bons indicateurs américains

L'euro baisse face au dollar

L'EURO BAISSAIT face à un dollar dopé par de bons indicateurs américains, qui pourraient mettre un peu plus de pression sur la Fed afin qu'elle reprenne le resserrement de sa politique monétaire. En fin de journée, l'euro valait 1,1060 dollar contre 1,1118 dollar jeudi soir. La monnaie européenne baissait aussi face à la monnaie nippone, à 116,88 yens contre 117,22 yens jeudi. Le dollar gagnait du terrain face à la devise japonaise, à 105,68 yens – après avoir atteint 106,32 yens, son niveau le plus fort en trois semaines – contre 105,43 yens la veille. La publication de plusieurs indicateurs favorables aux Etats-Unis en milieu d'échanges européens ont soutenu le dollar. Les ventes au détail, d'abord, ont progressé de 0,6% en juin, davantage que la moyenne de 0,2% attendue par les économistes. La production industrielle américaine a elle aussi rebondi davantage qu'attendu en juin, gagnant 0,6% sur un mois, contre 0,2% prévu là aussi par les analystes. Dans l'esprit des opérateurs, ces données ont pris le dessus sur un chiffre de l'inflation plus mitigé pour juin, avec une progression de seulement 0,2% en juin, contre 0,3% prévu, et sur le repli du moral des ménages en juillet enregistré par l'Université du Michigan. «Des données solides sur les dépenses des consommateurs (...) et une consolidation de l'inflation devraient continuer de mettre la pression sur l'option prise par la Réserve fédérale quant à ses taux d'intérêt», a expliqué un analyste. **R. E.**

Pétrole

Le Brent clôture la semaine en petite hausse

Les prix du pétrole progressaient vendredi en fin d'échanges européens, à la suite de problèmes de production au Nigeria, pour finir une semaine sans véritable direction. En fin de journée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre valait 47,84 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 47 cents par rapport à la clôture de jeudi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en août gagnait 41 cents à 46,09 dollars. Les cours ont été soutenus alors que

«Exxon a interrompu ses chargements depuis un port nigérian à la suite de problèmes techniques probablement causés par des militants locaux», a noté un analyste. «Les progrès du brut ont été soutenus par une des statistiques de la croissance chinoise qui supposent une demande plus élevée», a-t-il ajouté. Cette hausse a conclu une semaine hésitante et volatile, sur fond de rapports contradictoires sur l'état du marché. «Clairement, il n'y a pas eu de réelle conviction de la part des acheteurs ou des vendeurs cette semaine. Et qui pourrait leur reprocher ? Après tout, il

semble n'y avoir aucun cohérence dans les données et les prévisions des principales agences pétrolières», a relevé un expert. Les analystes ont aussi souligné une série de données et rapports ayant suscité des interprétations différentes, voire contradictoires. «L'Agence internationale de l'Energie (AIE) a par exemple averti mercredi que le surplus de stocks resterait en place pour un moment. Cela a laissé penser à certains investisseurs que le marché du pétrole resterait surapprovisionné. Cette impression n'est pas correcte: le marché est équilibré car les stocks ne gros-

sissent pas, contrairement au premier semestre», ont-ils expliqué. Ils ont précisé que pour constater une réduction des stocks, il fallait que le marché soit sous-approvisionné, ce qui pourrait néanmoins être le cas l'année prochaine, d'après des estimations de l'AIE et de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). Ces analystes ont mis en avant le fait que plusieurs indices laissaient penser à une baisse en cours de la production américaine et chinoise, ce qui devrait apporter à terme un certain soutien aux prix. **N.T.**

FMI

Le directeur du Département MENA quitte son poste

Le directeur du Département Moyen-Orient et Asie Centrale du FMI, Ahmed Masood, a pris sa retraite de cette institution financière internationale, a annoncé le Fonds dans un communiqué. Ahmed Masood a fait part à la Directrice générale du FMI, Christine Lagarde, de son intention de prendre sa retraite après les assemblées annuelles du FMI et de la Banque Mondiale en octobre prochain. «Masood a été un leader visionnaire du Département pour les huit dernières années», a déclaré M^{me} Lagarde

citée dans le communiqué. Nommé à la tête du département Moyen-Orient et Asie centrale, Ahmed Masood a eu à superviser les relations du FMI avec les pays du Moyen-Orient et Afrique du Nord à un moment crucial, caractérisé par l'intensification des bouleversements politiques qui ont secoué la région depuis 2011. «Sous sa direction, le FMI a renforcé son rôle en tant que partenaire précieux pour les gouvernements de la région», a ajouté Lagarde. Masood a également œuvré à créer des collaborations «solides et effi-

caces» avec d'autres organisations, y compris la Banque mondiale, le Fonds Monétaire Arabe, la Banque islamique de développement, et les Nations Unies, selon la patronne du FMI. Il avait rejoint le Fonds en 2000 en tant que directeur adjoint du département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation. Il a été également directeur du département communication du Fonds de 2006 à 2008, période durant laquelle le FMI a commencé à se centrer davantage sur la communication comme moyen d'action. **S.L./agences**

Sites archéologiques de Laghouat

Des repères en quête de valorisation

■ La wilaya de Laghouat renferme de nombreux sites archéologiques et historiques, constituant des repères méritant davantage d'intérêt et de valorisation pour qu'ils puissent contribuer à la promotion du tourisme dans la région.

Hasna B./APS

Se dressant encore comme témoins du passage d'anciennes civilisations, ainsi que de leurs histoires et cultures, ces monuments et sites archéologiques, naturels et parfois des legs religieux, représentent des atouts susceptibles de donner une impulsion au secteur du tourisme s'ils trouvaient l'intérêt voulu de la part des différentes parties.

Faisant partie des régions riches en potentiels historiques et archéologiques, El-Ghicha, qui dispose pourtant de grandes potentialités touristiques, alliant dessins et gravures rupestres datant du néolithique ainsi que de paysages naturels féeriques et d'autres vestiges très anciens, suscite un engouement «timide» de touristes, aussi bien nationaux qu'étrangers.

Entre autres dessins rupestres de renommée mondiale disséminés à travers cette région, figure celle de «l'éléphant protégeant son éléphantéau», ayant servi à un moment donné de slogan de l'Unicef.

Cependant, cette richesse archéologique fait face, malgré les efforts louables menés par les pouvoirs publics en matière de sécurisation des sites et des touristes, à une situation difficile due à plusieurs facteurs, dont les actes de vandalisme et les opérations de restauration non spécialisées, susceptibles d'altérer plusieurs pans de ce patrimoine séculaire bien plus qu'elles ne les préservent.

Constituant l'écrin de cette

richesse patrimoniale, la région de «Er-Reha» (Le moulin) s'est vu accorder une opération de revêtement de 3 km de la route reliant le site à la commune d'El-Ghicha, en plus de la réalisation d'espaces verts.

La direction de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat a aussi annoncé la programmation de la seconde tranche de l'opération de concrétisation de structures d'hébergement et d'un jardin.

Le cratère de Madna, un site en quête de prise en charge

Le cratère météoritique de Madna, situé dans la commune de Hassi Delaâ (135 km au sud de Laghouat) suscite l'intérêt tant des touristes que des chercheurs, mus par le souci de percer son secret.

D'une profondeur de 200 mètres et de 1 750 m de diamètre, ce phénomène naturel est, selon des études menées en 1987 par une équipe universitaire de Nice (France), le résultat de la chute depuis près de trois millions d'années d'une météorite. Il n'a été découvert que durant les années 1950 par un chercheur français.

Des géologues et chercheurs avancent que le cratère, d'une composition chimique spécifique, est l'un des quatre plus anciens cratères du type existant sur terre, dont le plus ressemblant est celui qui s'est formé en Arizona (Etats-Unis).

Ces chercheurs appellent à la réalisation davantage d'explorations et d'études sur ce cratère



pour percer et dévoiler ses secrets.

Le ksar de Taouiala, référence historique et site touristique

De forme rectangulaire occupant une superficie de 255 m de longueur et de 94 m de largeur, le ksar de Taouiala (150 km au nord-ouest de Laghouat), datant de l'ère des tribus de Béni-Rached, tout comme la plupart des ksour de la région des monts d'El-Ammour, a une histoire entourée de plusieurs légendes et mythes perpétués à ce jour.

Ce site ancien, construit magistralement selon un cachet architectural adapté à la nature région, dispose de deux postes de contrôle et de deux entrées principales disposées sur ses flancs est et ouest.

Soucieuse de la protection de

ces richesses patrimoniales, la direction du Tourisme et de l'Artisanat a procédé à la réalisation d'une clôture du site et à la mise en place d'une signalisation d'indication et d'orientation vers le site, sans pour autant le restaurer.

Pas loin de là, il est loisible de profiter de vues panoramiques de la nature verdoyante des Hauts-Plateaux et des plaines, avec des cascades, joignant l'intérêt de l'histoire à la beauté de la nature.

Des plans en perspective attendent concrétisation

Plusieurs plans visant la valorisation et la protection de ces sites ont été élaborés par les services concernés des directions de la Culture et du Tourisme et Artisanat. Ils portent, entre autres, sur le lancement pro-

chain, pour une enveloppe de 18 millions DA, d'une étude technique pour la protection de cinq ksour, dont celui de Taouiala.

Le secteur du Tourisme et de l'Artisanat s'attelle aussi à l'établissement d'un schéma d'aménagement des zones d'expansion touristique (ZET) à travers les communes d'Aflou, Ain-Madhi et Laghouat, dans le cadre de la promotion de l'investissement touristique.

D'autres sites de grande importance archéologique et touristique, à l'instar du ksar de Tamda, dans la commune de Gueltat Sidi Saad, et du site de Kef El-Melh dans celle de Tadjerouna, sont aussi en quête de valorisation, en plus des opportunités offertes par le tourisme spirituel à travers la zaouïa Tidjania qui nécessite, elle aussi, que lui soit accordé davantage d'intérêt.

Hasna B./APS

Ouargla

Mégarine s'apprête à célébrer sa seconde fête du lac Lalla-Fatma

La commune de Mégarine (170 km au nord de Ouargla) s'apprête à célébrer la seconde édition de la fête du lac Lalla-Fatma, prévue du 21 au 23 du mois courant, a-t-on appris auprès des organisateurs.

De nombreuses activités culturelles et artistiques sont au programme de cette manifestation, dont des spectacles folkloriques et de fantasia, outre une exposition d'artisanat local englobant des articles de vannerie conçus à base de dérivés du palmier, de poterie, de tapisserie et de bordure traditionnelle typique de la région d'Oued-Righ, a indiqué Réda Helassa, membre du comité d'organisation de cette manifestation.

Organisée par plusieurs associations locales, en coordination avec les services communaux, avec le concours de la maison de jeunes, du complexe sportif de proximité de Mégarine et du centre culturelle de la localité de Ghamra, cette mani-

festation, qui se déroulera au niveau d'un espace jouxtant le lac, a pour objectif de valoriser le patrimoine matériel et immatériel que recèle cette région, susceptible de l'affirmer comme destination touristique de choix, a-t-il ajouté.

Pour insuffler une dynamique à la saison estivale dans cette collectivité à vocation agricole, une série de tournois de différentes disciplines sportives, dont le beach-volley, la pétanque et le cross-country, seront lancés, en parallèle à la fête du lac et se poursuivront jusqu'au 2 septembre prochain, signale-t-on.

Entourée de palmeraies, cette zone humide (lac Lalla-Fatma), située sur le flanc nord du chef-lieu de la daïra de Mégarine, a bénéficié d'une action d'aménagement et de valorisation autour du lac, a rappelé le président de l'Assemblée populaire communale (P/APC) de cette collectivité, Mohamed El-Hadi Hadjadj.

Ce projet d'investissement privé, qui

n'a pas été encore été lancé, en raison de contraintes rencontrées par son promoteur et liées à l'accès au foncier, prévoit la réalisation de différentes installations au profit des visiteurs, notamment un espace de détente et de loisirs, un parking-auto, en plus l'installation de l'éclairage public, la création d'espaces verts et la réhabilitation des pistes d'accès vers le lac, a-t-il fait savoir.

Cette zone humide, qui couvre une superficie totale estimée à cinq hectares et dont le plan d'eau est de plus de 20 mètres de profondeur, est formée d'eaux souterraines et par les apports du drainage des palmeraies avoisinantes.

Elle dispose d'une richesse végétale très importante, composée notamment de phragmites, communis, tamarix Gallica et scirpes, selon le Schéma directeur d'aménagement touristique (SDAT) de la wilaya de Ouargla.

A quelques mètres seulement du lac

Lalla-Fatma, se trouve une autre zone humide (Zerzayem) d'eau chaude, un peu profonde et d'une largeur moins importante par rapport au lac Lalla-Fatma, dont les eaux géothermales offrent des spécificités et caractéristiques thérapeutiques «importantes», susceptible d'apporter un plus au tourisme de santé et de bien être dans la région, selon des sources locales.

La wilaya de Ouargla compte neuf zones humides, dont cinq situées dans la vallée de l'Oued-Righ (Merdjadja, El-Bhour, Lalla Fatma, Sidi Slimane et El-Mir), et quatre autres dans la vallée de l'Oued-M'ya (Ain El-Beida, Oum-Raneb, Sebket Sefioune et Hassi Ben-Abdellah).

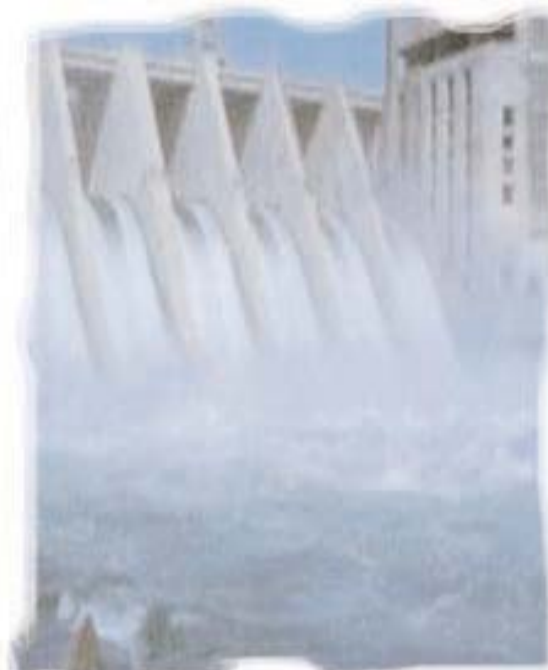
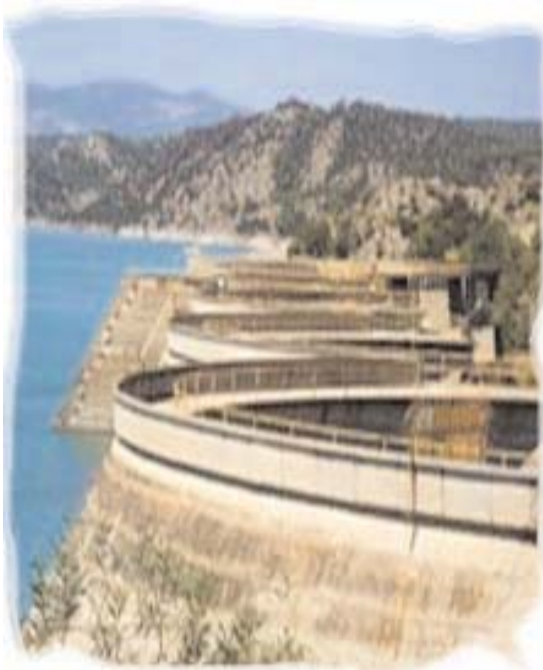
Trois de ces zones humides, à savoir Chott Ain El-Beida, Sidi-Slimane et Oum-Raneb, ont été classées en 2004 sur la liste de la convention de Ramsar comme zone de biodiversité d'importance universelle.

Ali T.

Bouira

De nouveaux projets pour renforcer le secteur des ressources en eau

■ De nouveaux projets ont été attribués ces derniers mois à Bouira en vue de renforcer le secteur des ressources en eau dans cette wilaya du centre du pays, qui dispose de trois importants barrages, a-t-on appris à la direction du secteur de l'hydraulique.



Ilham N./APS

Dans le cadre du programme complémentaire 2015, le secteur a bénéficié de 31 projets pour une enveloppe financière globale de plus d'un milliard de dinars. Selon les détails fournis par les responsables locaux du secteur. Il s'agit également de 23 opérations inscrites dans le cadre du

programme complémentaire de la croissance économique de l'année 2015-2016 pour un investissement financier global de 10 650 millions DA, et quatre autres opérations entrant dans le cadre du programme complémentaire de soutien à la croissance pour un montant de 2 220 millions DA. Par ailleurs, le secteur s'est vu octroyer deux autres programmes, dont le premier concerne des opérations du pro-

gramme des hauts plateaux avec un montant de 16 millions DA, alors que le second est le programme d'appui à la croissance économique avec trois opérations pour un montant de 850 millions DA, a-t-on précisé de même source. Ces programmes tendent à prendre en charge le volet des réseaux d'eau potable (AEP) à partir des grands transferts des barrages Tilesdit et Koudiat Acerdoune.

Ainsi, et selon les informations fournies par la direction du secteur, 15 communes ont été raccordées à partir de Tilesdit à savoir: Ait laaziz, Mesdour, El-Hachimia, Ahnif, Ath Mansour, El-Adjiba, M'Chedallah, Bechloul, tandis que le projet d'alimentation de Chorfa est mis en service de façon partielle. Les 26 communes restantes seront raccordées au réseau AEP dans le cadre des transferts à partir du barrage Koudiat Acerdoune. Il s'agit notamment des communes de Lakhdaria, Bouderbala, Boukram et Aomar, où les travaux de réalisation avoisinent les 90%, selon les détails donnés par la direction des ressources en eau. Pour la commune de Djebahia, le projet d'alimentation en eau potable a déjà été mis en service depuis plus d'une semaine et ce au profit des localités d'Ain Chriki, Ben Haroune, Ain El Azra. Dans la municipalité de Kadiria, le taux d'avancement des travaux est de l'ordre de 80%, toujours selon la même source. Le cinq juillet, date célébrant la fête de l'indépendance, trois communes à savoir, Ahnif, Chorfa, et Ath Mansour ont été raccordées au réseau d'eau potable au grand bonheur des populations locales.

Ilham N./APS

Illizi

Plus de 4 900 logements de diverses formules en réalisation et étude

Plus de 4 900 logements, toutes formules confondues, sont en cours de réalisation ou d'étude à travers les six communes que compte la wilaya d'Illizi, a-t-on appris auprès de la direction locale du secteur. Concernant les unités de type public locatif (LPL), y compris celles destinées au programme de résorption de l'habitat précaire (RHP), quelques 1 862 unités sont en chantier dans les communes de Djanet (604 unités), In-Amenas (366), Debdeb (286), Bordj El-Haouès (228), Illizi (212 unités) et Bordj Omar-Driss (116), a précisé le directeur par intérim du secteur, Omar Titaouine. Concernant les logements de fonction projetés, M. Titaouine a fait état d'un quota de 50

unités retenues en faveur du secteur de l'enseignement supérieur, dont la réception est prévue pour la prochaine rentrée scolaire, en plus de 11 autres unités destinées au secteur de l'éducation. Trente-trois autres logements de fonction incessibles sont également en cours de construction au chef-lieu de wilaya et dans la commune de Djanet, a-t-il ajouté. La wilaya d'Illizi a déjà bénéficié, au titre du Fonds spécial de développement des régions du Sud, d'un projet portant sur la réalisation de 2 000 logements sur le programme RHP, selon M. Titaouine qui signale que l'étude technique de ce projet, géré par les services de la wilaya, est en cours d'exécution. Le secteur de l'habitant dans la wilaya

d'Illizi enregistre un total de 1.051 logements non encore lancés, dont certains sont en phase d'étude, tandis que d'autres ont été touchés par l'instruction relative au gel des projets d'équipements publics non lancés, selon le même responsable. Ces projets sont appelés à répondre aux attentes des citoyens et de combler le déficit enregistré en matière de logements, en plus de mettre fin aux constructions illicites afin de préserver le tissu urbain et le cachet esthétique de cette wilaya touristique. Le secteur recense à travers la wilaya d'Illizi près de 2 215 logements finalisés, à travers différentes communes de la wilaya, a-t-on souligné à la direction de l'habitat.

Ali O./agences

Tissemsilt

Une baisse de la production céréalière prévue dans la wilaya

Une production céréalière de 301 566 quintaux est prévue cette saison dans la wilaya de Tissemsilt contre 647 515 qx la saison écoulée, soit une baisse, a-t-on appris du directeur des services agricoles. Cette baisse est justifiée par une faible pluviométrie de septembre à fin janvier et des précipitations irrégulières en avril

et mai affectant la croissance des céréales. La récolte sur une superficie globale de 75 152 hectares prévoit 213 207 qx de blé dur, 18 364 qx de blé tendre, 64 167 qx d'orge et 5 828 qx d'avoine. Les estimations des cadres des subdivisions de la DSA font état d'un rendement de 7,4 qx l'hectare. Pour rappel, la DSA a mobilisé d'importants

moyens matériels pour garantir la réussite de la campagne moisson-battage, lancée en fin juin dernier dont 180 moissonneuses-batteuses, 1 020 tracteurs, 124 camions et autres engins. Dix points de stockage ont été mobilisés pour une capacité globale de plus de 373 000 quintaux. Pour la prévention de la récolte des céréales contre les

incendies, la DSA a organisé, en collaboration avec la direction de la protection civile, des sorties de sensibilisation des agriculteurs à plus de vigilance et de précaution en adoptant une bande de pare-feux de 3 à 4 mètres, la maîtrise de l'utilisation des moissonneuses et la dotation des champs en citernes d'eau.

K. L.

Bordj Bou Arreridj 2 000 nouvelles places pédagogiques à l'université

Plus de 2 000 places pédagogiques ainsi qu'une résidence universitaire de 3 000 lits, en réalisation à l'université Bachir El Ibrahim de Bordj Bou Arreridj, seront réceptionnées lors de la rentrée universitaire 2016-2017, a-t-on appris auprès du rectorat. Ces infrastructures permettront, une fois réceptionnées, d'améliorer les conditions pédagogiques des étudiants et de désengorger l'université Bachir El Ibrahim, a déclaré le professeur Abdelkrim Benyaiche. Tous les moyens sont mis en œuvre pour accueillir près de 5.000 nouveaux bacheliers attendus dans les deux filières des sciences humaines et des sciences et technologie, portant ainsi le nombre total d'étudiants de l'université de Bordj Bou Arreridj à 16.000, a-t-il ajouté. L'université Bachir El Ibrahim qui veut s'ouvrir sur son environnement a signé plusieurs accords de coopération avec des universités internationales et locales, mais également avec d'autres organismes algériens, a indiqué son recteur, ajoutant que des bourses de formation et d'études à l'étranger ont été octroyées, dans ce cadre, aux enseignants et aux majors de promotions.

F.T.

Batna 52 forages réalisés depuis 2013

Pas moins de 52 forages ont été réalisés depuis 2013 à travers la wilaya de Batna pour renforcer l'alimentation en eau potable de la population, a indiqué le directeur des ressources en eau, Abdelkarim Chebri. L'opération qui inclut le raccordement au réseau d'électricité et l'équipement en pompes flottantes, a mobilisé un investissement public d'un milliard DA en vue d'alimenter les agglomérations notamment celles reculées qui constituaient des «points noirs», a relevé le même responsable. Un montant de plus de 210 millions DA a été dégagé du budget de wilaya pour des actions d'urgence d'approvisionnement de certaines agglomérations dont les communes de Ksar Belezma, El Madher, Ouled Fadhel, Azil Abdelkader, Lazrou, Chir, Seggana et le village Kenda à Rasou Layoun, avait indiqué en juin passé le wali. A ces actions, s'ajoutent 300 millions DA mobilisés au titre des programmes communaux de développement pour le renforcement de l'approvisionnement en eau des populations de la wilaya, est-il indiqué.

R.R.



France

L'attentat de Nice revendiqué par les jihadistes de Daech

■ Le groupe jihadiste État islamique (EI) a revendiqué hier l'attentat qui a fait 84 morts, dont dix enfants, le 14 juillet à Nice, mais les enquêteurs s'interrogent toujours sur les motivations du tueur, dont la radicalisation islamiste n'est pas avérée.

Par Rosa D.

La France, frappée par une tuerie de masse pour la troisième fois en 18 mois, avec un bilan global de 231 morts, entame trois jours de deuil national qui culminera lundi avec une minute de silence à 12h00. Hier midi, sonnera le glas des cathédrales, notamment à Notre-Dame-de-Paris. «Nous n'en avons pas terminé» avec le «terrorisme», a prévenu vendredi François Hollande, qui présidait hier matin un deuxième Conseil de sécurité et de défense avant de réunir le gouvernement. Mais le semblant d'unité nationale qui avait suivi les attaques jihadistes de janvier et novembre 2015 a laissé cette fois la place aux critiques de l'opposition dès après le carnage de Nice, où Mohamed Lahouaiej-Bouhlel, un Tunisien au volant d'un camion, a foncé sur la foule venue

assister jeudi soir au feu d'artifice de la fête nationale sur la très touristique Promenade des Anglais. Le tueur «est un soldat de l'État islamique» qui a agi «en réponse aux appels lancés pour prendre pour cible les ressortissants des pays de la coalition qui combat l'EI», affirme hier l'agence Amaq liée au groupe jihadiste qui avait déjà revendiqué les attentats parisiens du 13 novembre, les plus meurtriers jamais commis en France avec 130 morts. Le procureur de Paris François Molins, à la tête du parquet antiterroriste saisi de l'enquête, avait relevé dès vendredi que l'attaque correspondait «très exactement aux appels permanents au meurtre» des groupes jihadistes. Au premier rang desquels l'EI qui appelle dans sa propagande à commettre des attaques avec les moyens du bord, comme, par exemple, des voitures. L'enquête doit déterminer les moti-

vations de Lahouaiej-Bouhlel. Outre son ex-épouse, quatre hommes de son entourage ont été interpellés vendredi et hier à Nice et placés en garde à vue. «Le tueur était en relation avec des personnes elles-mêmes en contact avec des islamistes radicaux», a-t-on affirmé à l'AFP de source proche de l'enquête, «mais à ce stade cela ne prouve rien et l'enquête devra établir s'il a bénéficié de complicités». Pour le Premier ministre Manuel Valls, «c'est un terroriste sans doute lié à l'islamisme radical». Mais son ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a refusé pour l'heure de confirmer un tel lien. Ce chauffeur-livreur en instance de divorce était «totalement inconnu des services de renseignement» et n'était pas signalé pour une quelconque radicalisation, a assuré François Molins. Il était en revanche connu de la justice pour des «faits de menaces, violences, vols et dégradations commis entre 2010 et 2016». Lahouaiej-Bouhlel, père de famille de 31 ans, avait fait une dépression au début des années 2000 et n'avait pas de lien avec la religion, a affirmé à l'AFP son père en Tunisie. «Il devenait colérique, il criait, il cassait tout ce qu'il trouvait devant lui.» L'homme est également décrit par ses voisins à Nice comme n'ayant aucune pratique religieuse affichée, taciturne, violemment notamment envers son ex-femme. Les enquêteurs ont retrouvé à bord du camion frigorifique de 19 tonnes qu'il avait loué avant la tuerie un pistolet, avec lequel il a tiré sur des policiers, mais aussi



PH. > D. R.

des armes factices. Il a été abattu par la police après avoir semé la mort sur deux kilomètres de la Promenade des Anglais, en bord de mer de la capitale de la Côte d'Azur, où 30 000 personnes étaient rassemblées pour le 14-Juillet. Des passants continuaient d'y affluer hier pour y déposer fleurs et petits mots. Dix enfants et adolescents ont été tués ainsi que plusieurs étrangers, dont trois Allemands, trois Tunisiens, et deux Américains. Le bilan pourrait encore s'alourdir avec plus de 200 blessés, dont 25 étaient encore en réanimation vendredi. «Les gens étaient broyés par les roues, il y a deux petits de huit ou neuf ans qui sont morts à côté de nous», sous les yeux de leurs parents, a raconté Bachir, rencontré par l'AFP dans un hôpital niçois. François Hollande a déjà annoncé une prolongation pour trois mois de l'état d'urgence, instauré après le 13 novembre mais qui devait s'achever le 26 juillet. Les perquisitions administratives seront à nouveau autorisées. Pour autant, le débat

politique fait rage sur la riposte politique adéquate. «Si tous les moyens avaient été pris, le drame n'aurait pas eu lieu», a lancé vendredi l'ancien Premier ministre Alain Juppé. «On ne va pas tous les six mois revenir pour pleurer des victimes, donc il y a un moment, qui va venir bientôt, où il va falloir dire les choses, non pas pour les dire mais pour les faire», a renchéri à Nice l'ex-président Nicolas Sarkozy. De son côté, la présidente du Front national Marine Le Pen a jugé «urgent» de «déclarer» la «guerre contre le fléau du fondamentalisme religieux». Le chef de l'État a riposté en rejetant toute «outrance» ou «excès». Mais la presse, à l'instar de Libération, demande aussi hier au gouvernement «un diagnostic sur nos échecs et nos victoires». «Pour gagner la guerre, il faut la mener sans demi-mesure ni pusillanimité», tonne Le Figaro, quand le Midi Libre résume: «oui à la cohésion nationale, mais, oui aussi à des résultats de terrain».

R. D.



Points chauds

Mesures

Par Fouzia Mahmoudi

Les politiques français sont aujourd'hui, en colère, faisant écho au ras-le-bol de la population qui vient de vivre son troisième attentat terroriste majeur en dix-huit mois. La droite s'est faite particulièrement tranchante avec le gouvernement socialiste qu'elle accuse de ne pas avoir pris les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des Français. Et après Alain Juppé et Nicolas Sarkozy de remettre en doute la stratégie de François Hollande et de son équipe, c'est aujourd'hui au tour de Christian Estrosi, qui fut maire de Nice pendant plus de huit ans de faire entendre sa voix. En effet, le président LR de la région Paca, s'est interrogé au lendemain de l'attentat de Nice qui a fait 84 morts, sur «les mesures» prises «en état de guerre, en état d'urgence», pour éviter l'attentat. «Vous êtes ministre de l'Intérieur, vous êtes chef de l'État, vous êtes responsable de l'action gouvernementale, vous déclarez que votre pays est en guerre, vous prenez des mesures d'état d'urgence, cela veut dire que vous êtes censé voir quelles sont les armes préconisées par l'ennemi pour vous abattre et que vous prenez toutes les précautions pour pouvoir contrecarrer l'utilisation de ces armes», a indiqué Christian Estrosi, président de la métropole de Nice, devant la presse, lors d'un déplacement en ville. «Je voudrais savoir ce qui était pris comme mesure en situation de guerre en état d'urgence pour que l'on ne tue pas avec cette arme-là dans une grande ville de France», a poursuivi Christian Estrosi. Son directeur de cabinet, Anthony Borré, a indiqué que la municipalité de Nice avait déployé 50 policiers municipaux pour cette soirée du 14 juillet. L'État avait déployé 64 agents de la police nationale, selon lui. «Nous avons eu une réunion (entre État et municipalité). L'État a dit qu'il n'y avait pas de menace particulière sur la ville de Nice», a-t-il dit en regrettant que la ville n'ait pas eu de «moyens supplémentaires». Dans un communiqué, la préfecture des Alpes-Maritimes a confirmé le nombre de 64 policiers nationaux mobilisés, précisant qu'il y avait 42 policiers municipaux. «Ce dispositif était complété jeudi soir par l'engagement de 20 militaires, soit 5 patrouilles, dans le cadre de la mission Sentinelle», a indiqué la préfecture, précisant que «Nice est l'une des villes de France les mieux couvertes par le dispositif Sentinelle». De son côté, le FN a renvoyé dos à dos le gouvernement et la municipalité. «Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas mis en place les moyens policiers requis ? Pourquoi le maire de Nice (...) a-t-il organisé en toute connaissance de cause un rassemblement de plusieurs dizaines de milliers de personnes sans avoir les garanties de sécurité nécessaires ?» a interrogé dans un communiqué Frédéric Boccaletti, secrétaire départemental du FN dans le Var, un proche de Marion Maréchal-Le Pen. Des questions douloureuses, qui resteront certainement sans réponses, les moyens aux mains des terroristes pour semer la terreur étant malheureusement infinis et impossibles à contrôler dans leur ensemble. Ainsi, la fin du mandat de Hollande s'annonce sur une macabre note qui ne lui sera certainement pas favorable pour une candidature en 2017. Surtout que l'opposition semble bien décidée à l'attaquer sur tous les fronts et à ne pas le laisser se draper d'une image de chef d'union nationale. Bien au contraire, il semblerait que la désunion n'ait jamais été aussi forte. Reste à savoir à qui cela profitera aujourd'hui, mais surtout dans quelques mois lors du premier tour de la prochaine présidentielle. F. M.

Soudan du Sud

Les relents de la mort flottent sur Juba

L'odeur des corps en décomposition imprègne les couloirs de l'hôpital central de Juba, la capitale du Soudan du Sud, où les victimes des récents combats sont peu à peu enterrées dans des fosses communes. Après être restés au soleil pendant des jours, 17 nouveaux corps viennent d'être ramassés vendredi dans les rues et amenés à la morgue de l'hôpital pour être identifiés avant d'être enterrés. Ils rejoindront plus de 200 corps déjà ensevelis dans des fosses communes par la Croix Rouge. Les personnes ayant fui les quartiers les plus durement touchés par les combats rapportent que des corps étaient éparpillés partout dans les rues. «Nous faisons notre possible», explique Andrea Catta Preta, du Comité international de la Croix Rouge (CICR), alors qu'un camion quitte lentement l'enceinte de l'hôpital pour emmener les corps vers l'endroit où ils seront inhumés. A l'écart, des employés de la Croix-Rouge enlèvent leur combinaison blanche, leur masque chirurgical et leurs bottes en caoutchouc, et s'assoient, en sueur sous la chaleur accablante, pour griller une cigarette après leur macabre labeur. Dans ce lot, tous les corps sont ceux d'hommes: 10 d'entre eux sont des civils, cinq des membres de l'ex-rébellion, et deux des soldats gouvernementaux. Comme depuis le début de la guerre civile en décembre 2013,

les violences qui ont frappé Juba du 8 au 11 juillet ont aussi été perpétrées selon des critères ethniques. Les survivants affirment avoir été ciblés par des hommes armés qui cherchaient à déboucher des membres de tribus rivales, en leur demandant quelle langue ils parlaient. Certains racontent comment les soldats ont mis le feu à leurs maisons. «Ils ont fait passer un tank au travers des maisons. La mienne, ils l'ont brûlée», raconte Jocky, 27 ans, mère de trois enfants, qui a trouvé refuge à la cathédrale catholique Sainte-Thérèse. Ces combats, entre forces loyalistes fidèles au président Salva Kiir et ex-rebelles aux ordres du vice-président Riek Machar, ont aussi débouché sur des pillages. Le principal entrepôt du Programme alimentaire mondial (PAM), qui abritait 4 500 tonnes de nourriture, de quoi nourrir 220 000 personnes pendant un mois, a été saccagé. Le bilan des combats, survenus lors du cinquième anniversaire de l'indépendance du pays, n'est pas connu. Pas plus que pour la guerre civile, qui a fait des dizaines de milliers de morts, sans qu'aucun chiffre exact existe. L'organisation mondiale de la Santé a fait état vendredi d'un bilan provisoire de 300 morts. Mais la plupart des acteurs s'accordent à dire qu'il devrait être au final bien plus élevé. La Croix-Rouge tente toujours d'accéder aux quartiers les

plus touchés, où des tanks et des hélicoptères ont fait feu dans des zones densément peuplées. Tout est parti d'un affrontement le 8 juillet entre les gardes rapprochées de MM. Kiir et Machar aux abords du palais présidentiel, alors que les deux hommes étaient ensemble à l'intérieur pour une conférence de presse. Les arbres calcinés sur la grande avenue et les impacts de balles sur la porte d'entrée principale témoignent de la violence de la bataille. «Sincèrement, il y a des versions contradictoires sur la manière dont ça a commencé», a avoué vendredi Lul Ruai Koang, le porte-parole de l'armée gouvernementale. «Ce qui est important, c'est que nous sommes engagés dans le processus de paix, nous espérons que ça puisse marcher», a-t-il affirmé. Pour le moment, les troupes de Riek Machar «ont été repoussées en dehors» de la ville et ont fui Juba en trois colonnes, a assuré M. Koang, avant d'ajouter dans la foulée: «Nous ne sommes pas à leur poursuite». Sur la route menant au quartier général de l'armée, les stigmates des combats sont également visibles. Les murs d'un immeuble en construction de six étages, où ont pris position les ex-rebelles pendant les combats, présentent des trous béants causés par des explosions. Des soldats interrogés par l'AFP ont confirmé la férocité des combats.

Y. B.



Dix ans après sa disparition

El Hachemi Guerouabi nous laisse un grand patrimoine

■ El Hachemi Guerouabi est une des figures artistiques algériennes qui a laissé son empreinte tout en apportant de la nouveauté à la musique chaâbia. Ainsi, les mélomanes comme les artistes contemporains continuent d'écouter et de chanter ses textes.



Par Abia Selles



El Hachemi Guerouabi avait contribué à une petite révolution dans la chanson chaâbia, a conquis plusieurs générations de mélomanes et sublimé ce genre musical par son élégance naturelle: El Hachemi Guerouabi, disparu il y a dix ans, aura laissé un nombre impressionnant d'enregistrements, une école aux nombreux adeptes et des artistes qui honorent son nom et perpétuent encore sa voie. Au-delà de l'interprétation magistrale du qcid, dont "El Harraz", "Youm El Khemis" ou

encore "Qorsan Yghennem", El Hachemi aura participé, avec d'autres interprètes de sa génération à l'introduction de chansonnettes, écrites par le poète et musicien Mahboub Bati (1919-2000) qui contribueront à vulgariser le chaâbi auprès du jeune public des années 1970.

D'une élégance que lui reconnaissent tous les observateurs de la scène culturelle algérienne, El Hachemi Guerouabi compte parmi ceux qui ont permis à ce genre de passer des fêtes familiales, où il s'était confiné, aux grandes scènes musicales d'ici et d'ailleurs où il finira par s'imposer. Natif d'Alger, El Hachemi

Guerouabi rejoint l'Opéra d'Alger à l'âge de 15 ans, après quelques années passées dans les rangs du club de football de son quartier d'El Mouradia où il se fait remarqué tant par son charisme au théâtre que pour sa voix particulière dans le chant.

Son passage dans des sketches avec Rouiched ou Djelloul Bachdjerrah, révélera sa "passion pour le cinéma", dira Mohamed Kerba, spécialiste du chaâbi, poète et animateur radio, qui se souvient encore du "cinéophile exigeant" et "du passionné des classiques du théâtre" qu'était Guerouabi.

Après l'indépendance et

grâce au génie de Mahboub Bati, "El Bareh", "El Werqaa", "El Madi" ou encore "Allô allô", il parviendra à réconcilier le public de l'époque, plutôt porté sur la musique orientale ou carrément "rock'n'roll", avec le chaâbi.

El Hachemi Guerouabi donne également une toute nouvelle image à la chanson comme au chanteur chaâbi, en osant le look des "70's": pantalon "pattes d'éléphant" et chemise à col large, popularisant la mandole guitare et multipliant sketches au théâtre et apparitions télé.

Outre sa voix au timbre si particulier, une "gueule" et une "touche glamour" il installera

définitivement le "label Guerouabi", un style reconnaissable entre tous. Avec Hadj M'rizek et Mohamed Zerbout comme référence, El Hachemi Guerouabi, gagnant en maturité et renouant avec le qcid de ses débuts, deviendra l'héritier populaire des grands maîtres du genre, figure emblématique de toute une génération et "gardien" d'une musique en perdition.

Entre imitation et inspiration, la relève de Guerouabi reste "assez faible" en dehors de Sid Ali Lekkam, Hamid El Aidaoui et Hocine Driss, même si beaucoup d'artistes "empruntent le même chemin" que lui, estime pour sa part Kerba.

Le 17 juillet 2006, l'artiste quittait la scène de la vie à l'âge de 68 ans. Un âge où il est interdit de "capituler" quand on est le flamboyant Guerouabi.

A.S

Festival international du malouf de Testour (Tunisie)

Hamdi Benani représente l'Algérie

Le maître algérien de la musique malouf, Hamdi Benani sera l'invité de la 50e édition du Festival international du malouf et de la musique traditionnelle arabe de Testour (nord-ouest de la Tunisie), prévue du 16 au 31 juillet en cours, avec la participation de plusieurs troupes musicales représentant, notamment la Tunisie, l'Algérie et la Libye, a indiqué la presse tunisienne.

Né en 1943 à Annaba, Hamdi Benani est l'un des célèbres interprètes algériens du malouf, avec le chanteur de cette musique, Hadj Tahar Fergani. Il a interprété plusieurs titres ayant fait son succès notamment "Ya

bahi el djamel", "Ainin lahbara", "Achaq mamhoun", "damii djara", "ouech edani nachaq ezine" et "djani ma djani".

Surnommé "l'ange blanc", car souvent vêtu de blanc et toujours muni de son instrument fétiche, un violon blanc, Benani a pris part à plusieurs manifestations musicales nationales et internationales, notamment en Tunisie, au Maroc, en Russie et en Corée du Nord.

La 50e édition du Festival de Testour, organisée sous le slogan "50 ans de sauvegarde du patrimoine", sera marquée par la participation de plusieurs troupes maghré-

bines du malouf dont deux troupes tunisiennes, "chouyoukh el malouf" de Bizerte et "Errachidia" de Sousse, outre une troupe espagnole de flamenco.

Créé en 1967, le Festival international du malouf et de musique traditionnelle arabe de Testour, organisé sous le parrainage du ministère tunisien de la Culture et de la Sauvegarde du patrimoine est l'une des principales manifestations maghrébines consacrées à la musique du malouf qui veille à la sauvegarde du patrimoine andalou et de la musique traditionnelle arabe, selon ses organisateurs.

L. B.

Prévu du 29 juillet au 8 septembre

Souad Massi au festival international d'été d'Alexandrie

La chanteuse algérienne Souad Massi prendra part au 14e festival international d'été d'Alexandrie (Egypte) qui se tiendra du 29 juillet au 8 septembre prochain avec la participation de nombreux artistes de plusieurs pays, selon la presse égyptienne. Souad Massi qui animera la soirée de clôture jouit d'une grande popularité en Egypte où elle a déjà participé à de nombreux festivals tout comme elle est connue pour avoir interprété l'héroïne du film palestinien "Ouyoun el haramia" (2014) de la

réalisatrice Nadjwa Nedjar.

La chanteuse algérienne avait participé en avril dernier au "festival de la ville du Caire" où elle a présenté son dernier album "Al Moutakalimoun" publié en 2015 et qui compte une dizaine de chansons inspirées des textes des grands poètes arabes anciens et modernes comme Zoheir Ben Abi Selma, Imrouou El Qais, El Moutanabi, Abi Kacem Chabi et Ahmed Matar.

Cet album, la chanteuse le veut universel. Elle tend à travers ses chansons à faire la promo-

tion de la civilisation islamique loin des clichés de terrorisme et d'extrémisme attribués à l'Islam et aux musulmans.

Née à Alger en 1972, Souad Massi est l'une des plus belles voix algériennes qui ont percé en Europe. Elle a débuté sa carrière artistique au début des années 90 avant de se rendre à Paris où son premier album "Erraoui" (2001) a fait un véritable tabac.

Massi qui chante en arabe, en français et parfois en anglais interprète différents genres musicaux occidentaux (rock, fla-

menco et pop) outre le chaâbi qui a bercé son enfance.

Le festival auquel participe l'Inde en tant qu'invitée d'honneur, regroupera notamment des artistes égyptiens et le célèbre chanteur libanais Marcel Khalifa qui animera la cérémonie d'ouverture en compagnie de l'orchestre de la bibliothèque d'Alexandrie.

Plus de 40 manifestations musicales, théâtrales et cinématographiques sont prévues lors de ce festival.

F. H.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Nouveau théâtre de Timgad
Jusqu'à 19 juillet :

38^e édition du Festival international de Timgad.

Dimanche 17 juillet à 22h :

Concerts de Julian Marley (Jamaïque), Maâlem Medjber, Hasna Becharia et Souad Asla.

Lundi 18 juillet à 22h :

Concert de Wafik Habib (Syrie), Kamel Guelmi, Salim Chaoui, Mohamed Alia et Massi.

Mardi 19 juillet à 22h :

Concerts de Kadhém Essaher (Irak) et de la Troupe Bouzاهر.

Maison de la culture Ould-Abderrahmane-Kaki
Mostaganem

Jusqu'à la fin du mois de juillet :

Exposition de peinture «25^e anniversaire du décès de Mohammed Khadda».

Cirque national d'Algérie
Cirque Amar (Chapiteau à Place Ardis, Pins Maritimes)

Jusqu'au 30 juillet :
Spectacles du cirque Il Florelegio.

Galerie de l'Espace Sylabs
(8, rue Yessad-Hassani, Alger-Centre)

Jusqu'au 23 juillet :
Exposition de photographies «Près d'ici», avec la participation de 18 photographes de dix pays arabes.

Galerie de l'Espace Sylabs
(8, rue Yessad-Hassani, Alger-Centre)

Jusqu'au 23 juillet :
Exposition de photographies «Près d'ici», avec la participation de 18 photographes de dix pays arabes.

Coup-franc direct

Rajevic, ou comment faire marche arrière

Par Mahfoud M.

Tout ce qu'on peut dire de la première sortie publique du nouveau sélectionneur national c'est qu'il s'agit d'une véritable déception pour tout le monde. Ce dernier n'a pas donné l'assurance qu'on attendait de lui. En effet, le coach des Verts était loin de ce qu'on attendait, souhaitons que cela ne soit qu'une simple impression et qu'il puisse contredire cela sur le terrain. C'est une véritable marche arrière qu'on est en train de faire en ramenant ce coach qui a été franc et direct, disant qu'il n'est pas adepte du beau jeu et qu'il préfère plutôt le jeu direct, car le plus important pour lui est de réussir à remporter les victoires, et au diable la manière. Il indiquera qu'il est plus préoccupé par le fait de décrocher le billet qualificatif pour la phase finale du Mondial, vu que celui de la CAN est déjà dans la poche. Certains diront que cela leur convient car seules les victoires peuvent permettre à la sélection de gagner en confiance, que certaines formations et sélections ne produisent pas du beau jeu mais cela ne les empêche pas de se frayer un chemin parmi les équipes les plus titrées. Par contre, ceux qui étaient satisfaits du jeu produit par la sélection du temps de Gourcuff feront certainement la fine bouche en entendant les déclarations du nouveau driver des Verts.

M. M.

Qualifications Mondial 2018/ 3^e et dernier tour (1^{re} journée/Gr. B)

Algérie-Cameroun le 5 octobre

LA SÉLECTION algérienne de football accueillera son homologue camerounaise le mercredi 5 octobre prochain, dans le cadre de la 1^{re} journée (Gr.B) du 3^e et dernier tour des qualifications de la Coupe du Monde 2018 en Russie, selon le calendrier général des compétitions dévoilé jeudi soir sur le site de la LFP. Les Verts défieront ensuite le mercredi 9 novembre en déplacement le Nigeria avant d'aller défier la Zambie

chez elle entre le 28 août et le 5 septembre 2017, pour le compte de la 3^e journée. La sélection nationale s'est qualifiée pour ce dernier tour en dominant la Tanzanie (aller 2-2, retour 7-0). Les Verts sont dirigés désormais par le technicien serbe Milovan Rajevac qui s'est engagé avec la Fédération algérienne (FAF) jusqu'en 2019, en remplacement du Français Christian Gourcuff parti à l'amiable en avril dernier.

Volley-ball

Les dirigeants du CRB Chelf et JS Messelmoune punis

LA COMMISSION de discipline de la Fédération algérienne de volley-ball (FAVB) a infligé de lourdes sanctions à l'encontre des dirigeants du CRB Chelf et JS Messelmoune à l'issue des incidents qui ont émaillé la finale de la Coupe d'Algérie (minimes garçons) qui s'est déroulée à la salle de Douéra (Alger), a indiqué un communiqué de l'instance fédérale. En effet, la rencontre JS Messelmoune-CRB Chelf (minimes garçons) a connu de «graves incidents», selon la FAVB, qui ont empêché le match d'aller à son terme (arrêt au 4^e set). «A la fin du 4^e set du match JS Messelmoune-CRB Chelf, une coupure d'électricité a été enregistrée, entraînant un envahissement du terrain par les supporters et dirigeants des deux clubs qui s'étaient, auparavant, affrontés au niveau de la tribune pendant toute la rencontre», a indiqué le communiqué de la fédération, signalant le jet de bouteilles d'eau et des fumigènes à l'intérieur de la salle, entraînant l'arrêt de la rencontre plusieurs fois, puis définitivement. Après avoir eu connaissance des différents rapports, dont ceux des directions technique nationales et celle de l'organisation sportive, et l'audition des dirigeants et responsables techniques des deux clubs, la commission disciplinaire a suspendu le pré-

sident du CRB Chelf, M. A. Hamouche, les entraîneurs du club Bouskra El Habib et Sebahia pour deux années ferme, avec proposition de radiation du mouvement sportif national. Le capitaine du CRB Chelf est également suspendu pour une année ferme, alors que le club a été sanctionné d'une amende de 150 000,00 DA et d'un avertissement. Pour leur part, le président du JS Messelmoune, Dahel Mohamed, ses deux entraîneurs Arijd Abdelkrim et Mekaoui Abdelkader ont écopé d'une suspension de deux années ferme, sans proposition de radiation. De son côté, le capitaine du JS Messelmoune, Djabour Aziza, a été suspendu pour une année ferme et une amende de 150 000,00 DA a été infligée au club, assortie d'une suspension d'une année.

Athlétisme

Makhloufi «dans les temps»

■ Le champion olympique algérien, Toufik Makhloufi, a décroché la troisième place de la course du 1500m du meeting de Monaco (Ligue de diamant), remportée par le Kenyan Ronald Kwemoi devant son compatriote Manangoi Elijah, vendredi soir à Monaco.

Par Mahfoud M.

Makhloufi a bouclé la course avec un chrono de 3:31.35, à une seconde du vainqueur Kwemoi (3:30.49) et Elijah (3:31.19). Taoufik Makhloufi, champion olympique en titre du 1500 m, sera la tête d'affiche de la délégation algérienne aux Jeux olympiques de Rio et de l'équipe d'athlétisme qui compte 16 athlètes. Makhloufi, qualifié sur le 800m et 1500m, a indiqué récemment qu'il n'avait pas encore opté pour la distance sur laquelle il allait courir, où s'il sera aligné sur les deux. C'est là donc une très bonne opération pour Makhloufi qui prouve qu'il est en bonne forme, étant donné que seule une seconde le séparait du vainqueur de l'épreuve de Monaco. Cela est de très bon augure pour lui, sachant que lors des JO tout sera possible, si notre athlète réussit à bien gérer sa course du début à la fin. Le champion olympique est, en tout cas, en jambes depuis



Makhloufi poursuit sa préparation

quelque temps étant donné qu'il réussit de bonnes performances lors des différents meetings auxquels il prend part, mais le plus important dans tout cela ce sont les chronos qui se rapprochent de ceux de ses prochains concurrents lors de Jeux olympiques. Il devra continuer sur cette lancée et surtout garder cette dynamique et en même temps se préparer psychologiquement pour tenter de décro-

cher à nouveau le vermeil lors de cette grande compétition qui demande une concentration parfaite, d'autant plus qu'il devra faire oublier la déception du dernier mondial où il s'était contenté d'une quatrième place, alors qu'il pouvait réussir une meilleure performance s'il avait bien géré la course qu'il a perdue dans les derniers cent mètres devant la solidarité des Ethiopiens.

M. M.

Formation

Le TSB-Algérie réussit le défi

Des résultats «encourageants» en matière de détection et de formation des jeunes talents de football ont été réalisés par Tecno Soccer Barcelona-Algérie (TSB-A), a estimé le gérant de l'Académie représentante Tecno Soccer Barcelona-España (TSB-E), Amokrane Touaoula. Depuis le début officiel de ses activités le 23 janvier dernier, des sections U10, U12 et U14 ont été lancées par TSB-A à Guelma, Médéa, Ain Beida, Batna et Ain Fekroun. «Notre travail commence à porter ses fruits car quatre de nos joueurs ont déjà été cochés par les prospecteurs lors de notre participation à la Mediterranean international Cup (MIC) disputée dernièrement à Barcelone avec la participation de 2 500 équipes des trois catégories d'âge», s'est félicité Touaoula. Les joueurs qui se sont illustrés durant la «MIC» sont Chergui Mohamed Chihab, Zineddine Himed et Islem Bougherara (U14) et Abdelaziz Chaib (U12). «Nous avons enta-

mé notre travail de prospection en profitant de l'expérience de nos techniciens (Lyes Oualiken, Azzedine Rahim et Yacine Hammadou). Des critères stricts ont été appliqués selon les orientations de notre partenaire espagnol qui insiste notamment sur les valeurs, la discipline, l'intelligence ainsi que les qualités techniques et physiques de base», a-t-il encore expliqué. Après le travail de prospection, des équipes dans chaque catégorie (U10, U12 et U14) ont été formées. «Notre sélection U14 a remporté le tournoi de Fréha en battant en finale le Paradou AC qui donne plusieurs joueurs de valeur aux clubs de Liges 1 et 2. C'est une grande satisfaction de remporter ce tournoi également animé par l'USM Alger, Fréha, Tizi Ouzou, le MO Béjaia, Milan AC-Algérie et Forum-Foot», a fait savoir le gérant de Tecno Soccer Barcelona-Algérie qui représente la partie espagnole durant dix années. Une cérémonie de fin de saison sera

organisée samedi à partir de 9h00 à l'Ecole supérieure d'hôtellerie à Ain Benian (ouest d'Alger). «Nous avons invité 97 enfants de Ain Beida, de Ain Fekroun et de Batna à passer quelques jours avec nos sélections d'Alger pour clore cette «demi-saison». En marge de la cérémonie, nous allons honorer les joueurs de la glorieuse équipe du Font de libération nationale (FLN), Mohamed Maouche, Abdelhamid Zouba et Mohamed Soukhane ainsi que l'ex sélectionneur national Rabah Saadane», a conclu Touaoula. Tecno Soccer Barcelona n'a aucune relation organique avec le FC Barcelone, ni avec son école (La Masia, ndlr). L'association espagnole possède des antennes similaires au Venezuela, en Colombie, à Panama, en Suède. Son objectif est de développer le programme intégral du FC Barcelone au sein d'une philosophie à triple dimension : joueurs-entraîneurs-familles.

Lutte/championnats d'Afrique (cadets/cadettes)

Une belle moisson jusque-là pour l'EN

Les athlètes de la sélection algérienne (cadets et cadettes) se sont illustrés à l'issue de la première journée des championnats d'Afrique de lutte féminine et gréco-romaine, disputée vendredi soir à la salle omnisports Tahar-Belakhdar de Chéraga (Alger), en raflant 17 médailles (6 or, 5 argent et 6 de bronze). Cette première journée consacrée à la lutte féminine et gréco-romaine (cadets) a été marquée par un duel à distance algéro-égyptien chez les cadets, puisque les dix médailles d'or mises en jeu dans la lutte gréco-romaine ont été partagées par ces

deux pays. Les Algériens ont terminé les épreuves à la deuxième place au classement par équipes avec 9 médailles (3 or, 3 argent et 3 de bronze), derrière l'Egypte avec 10 médailles (7 or, 1 argent et 2 de bronze). La Tunisie avec 7 médailles (4 argent et 3 de bronze) a pris la troisième place. Les trois médailles d'or des garçons sont l'œuvre de Moutaleb Kebaili (50 kg), Ahmed Abdelhakim Merokhi (42 kg) et Ahmed Sami Chelbani (58 kg). Chez les filles, les Algériennes ont montré un très bon visage face aux Tunisiennes en terminant la compétition avec un total de

huit médailles (3 or, 2 argent et 3 de bronze), derrière la Tunisie (5 or, 2 argent et 1 de bronze), alors que la 1^{re} place est revenue aux Egyptiennes (3 argent et 1 de bronze). Les médailles d'or des Algériennes ont été remportées par Amel Hammiche (65 kg), Lina Khellal (60 kg) et Hassiba Bekren (49 kg). De l'avis des techniciens présents à la salle de Chéraga, le niveau de la compétition a été excellent, notamment chez les garçons, avec une domination algéro-égyptienne, alors que chez les filles la Tunisie et l'Algérie ont survolé les finales.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Ouargla

86 kg de kif traité saisis



QUATRE NARCOTRAFIQUANTS et un contrebandier ont été arrêtés et 86 kilogrammes de kif traité saisis par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire, vendredi à Ouargla, indique samedi un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements combinés de l'Armée nationale populaire ont arrêté le 15 juillet 2016 à Ouargla, quatre narcotrafiquants, un contrebandier et saisi 86 kilogrammes de kif traité et 15 600 unités de différentes boissons», précise le communiqué. A Djanet et Ghardaïa, d'autres

détachements de l'ANP ont «appréhendé 178 immigrants clandestins de différentes nationalités africaines», ajoute la même source.

A Tamanrasset et In Guezzam, des détachements de l'ANP ont «intercepté 26 contrebandiers et saisi cinq véhicules tout-terrain, six détecteurs de métaux et un camion chargé de 22 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande», note le communiqué.

Par ailleurs, à Souk-Ahras, Tébessa et El-Tarf, «des éléments des gardes-frontières ont déjoué des tentatives de contrebande de 11 830 litres de carburant», indique également la même source. **Yanis F.**

Durant le premier semestre 2016

149 terroristes neutralisés par l'ANP

CENT QUARANTE-NEUF terroristes ont été neutralisés, durant le premier semestre 2016, soit 99 terroristes abattus et 50 autres arrêtés, indique un bilan publié par la revue «El Djeich» de l'Armée nationale populaire dans son numéro du mois de juillet.

Un total de 77 éléments de soutien au terrorisme ont été également arrêtés au cours de la même période, selon la même source.

Le bilan comporte aussi les armes saisies, à savoir 58 fusils automatiques de type kalachnikov, 04 fusils mitrailleurs de type FMPK, 02 lance-roquettes RPG-7, 01 lance-roquettes RPG-2, 15 fusils semi-automatiques Simonov, 01 mitrailleuses de type 14,5 mm, 01 mitrailleuses de type 12,7 mm, 01 mitrailleuse de type RPK, 01 mortier calibre 60 mm, 10 mortiers de confection artisanale, 01 fusil à pompe, 01 fusil à lunette, 03 fusils à répétition, 47 bombes de confection artisanale, 08 mines, 19 grenades, 17 détonateurs, 03 ceintures explosives et 25 kg de substances explosives.

Les munitions saisies consistent en 07 charges propulsives RPG-7, 22 roquettes pour RPG-7, 04 obus pour RPG-2, 13 obus pour mortier de calibre 120 mm, 10 obus pour mortier de calibre 60 mm, 290 balles pour mitrailleuses de type 12,7 mm, 13 charges pour munitions et

3.977 balles de différents calibres. Le bilan qui inclut en outre la lutte contre la contrebande fait état de la saisie durant le premier semestre 2016 de 05 paires de jumelles nocturnes, 73 détecteurs de métaux, 08 marteaux-piqueurs et 08 groupes électrogènes.

La revue «El Djeich» donne également le bilan du mois de juin en matière de lutte contre le terrorisme et la contrebande qui fait état de la neutralisation de 36 terroristes: 26 abattus et 10 autres ainsi que 07 éléments de soutien arrêtés.

Le bilan indique que 83 contrebandiers, 202 immigrants clandestins et 31 narcotrafiquants ont été arrêtés, 21 casemates et abris détruits et 10.109,3 kg de kif traité et 98 772 l de carburant saisis.

32 véhicules tout-terrain, 15 camions et 25 véhicules ont été saisis aussi, selon le bilan publié par la revue «El Djeich».

O. B.

Tentative de putsch contre Le président turc Erdogan



Djalou@hotmail.com

Inauguration de plusieurs lignes durant l'été

Le transport maritime en plein essor

■ Une grande partie de la côte algérienne est sillonnée par le transport maritime. Plusieurs lignes sont ouvertes depuis le début de la saison estivale pour permettre aux voyageurs de découvrir le littoral algérien.

Par Louiza Ait Ramdane

En effet, depuis début juin dernier, plusieurs lignes maritimes desservant Alger, Jijel, Béjaïa et récemment Cherchell ont été mises en place au grand bonheur des estivants. L'ouverture de lignes maritimes durant la saison estivale répond également à la demande croissante des voyageurs désireux de découvrir le littoral algérien. L'Entreprise nationale de transport maritime des voyageurs (ENTMV) a renforcé ses lignes vers de nouvelles destinations, à l'instar de Jijel-Alger via Azeffoun et Béjaïa en attendant son extension vers Oran (Ain el Turk) outre la ligne Skikda-Annaba à l'horizon 2017. L'entrée en service de ces lignes revêt une grande importance dans la mesure où elles permettront de désengorger ces régions, notamment durant la saison estivale. Aujourd'hui le transport maritime

semble être adapté pour pallier le manque de transport et/ou embouteillage. Si ce moyen de transport séduit de plus en plus par son côté tourisme de croisière, il est aussi une avancée considérable car il désengorge les routes et bénéficie du risque d'accidents quasi nul.

La dernière ligne maritime inaugurée est celle desservant Alger-Cherchell via Tipasa, dans le cadre du programme d'été de l'Entreprise nationale de transport maritime des voyageurs (ENTMV) qui durera jusqu'au 30 septembre.

Présidant l'inauguration de cette nouvelle navette (trois heures aller-retour à partir du port d'Alger), le vice-président directeur général de l'entreprise déclare que les «voyageurs pourront utiliser cette ligne à 8h30mn à partir de la pêcherie (port d'Alger). Quant aux tarifs, le voyage Alger-Cherchell coûte 800 DA, celui d'Alger-Tipasa est à 500 DA, alors que Tipaza-Cherchell

coûte 300 DA».

Selon le responsable, les prix subventionnés par l'Etat sont raisonnables par rapport aux coûts de l'investissement. Le but étant de promouvoir le tourisme interne et fournir des prestations de qualité aux voyageurs, indique-t-il. Des réductions atteignant les 50% au profit des familles et enfants de moins de 12 ans ainsi que les personnes aux besoins spécifiques sont prévues pour encourager le tourisme maritime.

Le Ferry italien «Captain Morgan» d'une capacité de 330 places affrété par l'ENTMV assure deux navettes par semaine de juillet à fin septembre, selon le programme. Le lancement de la ligne maritime Alger-Cherchell s'inscrit dans le cadre de la stratégie visant à désengorger les routes à grande circulation durant la saison estivale, précise-t-on. Deux bateaux affrétés d'une capacité de 350 places chacun seront réservés à cet effet, souligne-t-il. L'ouverture de la ligne est «un acquis majeur pour la wilaya de Tipasa qui constitue un pôle touristique par excellence et permettra d'alléger la pression sur la RN 11», déclare le directeur des transports de la wilaya de Tipasa, Salhi Ayachi. Il est prévu l'extension de la ligne au port de Gouraya situé à 50 km de Tipasa, précise-t-il encore.

L. A. R.

Victimes de l'attentat de Nice

L'épouse d'un Algérien et son petit-fils seront inhumés en Algérie

MME LAURENCE Tavet, épouse de Sahraoui Kamel, et son petit-fils Yanis, victimes de l'attaque terroriste perpétrée jeudi soir à Nice (France), seront inhumés en Algérie, a indiqué samedi le porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

Dans une déclaration à l'APS, Abdelaziz Benali Cherif, a indiqué que «M^{me} Laurence Tavet (épouse de M. Sahraoui Kamel) victime avec ses deux petits-enfants de l'attaque terroriste de Nice, sera inhumée en Algérie, conformément à son vœu et le souhait exprimé par sa famille. Son petit-fils, Yanis (07 ans), tombé à ses côtés, le sera également».

Il a précisé que «les formalités ont été engagées avec les autorités locales compétentes pour l'organisation des funérailles», ajoutant que «le bilan des victimes algériennes de cet acte terroriste ignoble reste, pour le moment inchangé, (trois victimes: une dame et deux enfants)».

R. H.